

**Studie: Jugendliche in der Hauptstadt**

Als "Beispiel für das konzeptuelle Vorgehen der Stadt Luxemburg" wertete Bürgermeister Paul Helminger (DP) am Dienstag die neu erstellte Jugendstudie im Rahmen des "Plan communal jeunesse" der Hauptstadt. Das vom "Centre d'études sur la situation des jeunes en Europe" erstellte Dokument liefert in der Tat - wenn auch mit mehreren Jahrzehnten Verspätung im Vergleich zu den Nachbarländern - wertvolles Grundlagenwissen über hauptstädtische Jugendliche. Und nicht nur das: Ein erster Schritt der AutorInnen bestand darin, eine soziologische Bestandsaufnahme der gesamten Stadtbevölkerung vorzunehmen: ein Novum, das auch Erkenntnisse über andere Zielgruppen ermöglicht. In vielen Punkten - soziale Ungleichheit zwischen den Vierteln, Segregation und Vorurteile zwischen Jugendlichen verschiedener Nationalitäten, Kirchberg als Hauptanziehungspunkt für Freizeitaktivitäten - bestätigt die empirische Studie, was intuitiv längst vermutet wird. Sie bringt die politische Verantwortlichen aber auch in Zugzwang: Etwa durch die Feststellung, dass Kinder und Jugendliche immer stärker zur Minderheit in der alternden Bevölkerung der Hauptstadt werden. Oder durch die Aussage, dass der Besuch von Jugendhäusern Schlusslicht in der Liste jugendlicher Freizeitaktivitäten ist. Die mehrere hundert Seiten umfassende Studie kann im Internet eingesehen werden: [www.vdl.lu/page\\_1445995.html](http://www.vdl.lu/page_1445995.html)

**Frieden auf DNA-Kurs**

Europäisch denken, wenn es um die Sicherheit geht, das will Justizminister Luc Frieden seinen EU-Kollegen im ersten Ministerrat unter seiner Regie am Wochenende nahelegen. Vernetzung, Kooperation und Informationsaustausch über alle Grenzen hinweg, wünscht sich der Luxemburger und will als Ratspräsident seinen Teil dazu beitragen, dieses in die Tat umzusetzen. Ganz wichtig in dieser Hinsicht: DNA-Datenbanken, am besten europaweit, und am besten nicht nur von Straffälligen. Um für den derzeit bei manchen seiner Kollegen noch umstrittenen unbekümmerten Umgang mit genetischen Fingerabdrücken zu werben, bringt Frieden nun ganz andere Argumente mit ins Spiel: die Identifizierung von Opfern bei Naturkatastrophen. Im Hinblick auf die Tausenden nicht identifizierten Tsunami-Opfern wurde deshalb auch der Generalsekretär von Interpol zum Ministerrat eingeladen. Mit ihm will man über den internationalen Austausch von DNA-Daten diskutieren. Und der Datenschutz? Darüber müsse man reden, so Frieden zuversichtlich.

**Nukleare: Biltgen n'y voit plus clair**

Greenpeace a protesté jeudi contre la décision de la présidence luxembourgeoise de faire du projet ITER (International Thermonuclear Experimental Reactor - Réacteur thermonucléaire expérimental international) une priorité de son programme. Vers neuf heures du matin un parc éolien symbolique et un grand panneau a été érigé devant les bureaux du Ministre de la Recherche François Biltgen au "Rousegaertchen". On y voyait le ministre portant des lunettes avec le symbole radioactif. Pour Roger Spautz de Greenpeace les éoliennes sont là "pour rappeler vers quel domaine la recherche et les investissements européens devraient être dirigés". Il se dit scandalisé par le fait que le gouvernement du Luxembourg, pays traditionnellement anti-nucléaire, entend faire avancer la recherche dans le domaine nucléaire. Greenpeace pense que le ministre s'est fait piéger par les nucléocrates, car la fusion nucléaire pose exactement les mêmes problèmes que la fission nucléaire, y compris la production de déchets radioactifs et les risques d'accidents nucléaires et de prolifération. L'organisation environnementale dénonce la dilapidation d'un investissement de 10 milliards d'Euros, alors que même les hypothèses les plus optimistes ne prévoient pas une production commerciale avant 2050.

*"Peut-on encore parler fracture numérique au Luxembourg?", c'est la question que se pose Fabrice Le Guel, chercheur en économie numérique, dans une récente publication du CEPS/Instead.*

(photo: ADIS)

**INTERNET**

# L'autre fracture sociale

**woxx: On connaît la "fracture sociale", mais que faut-il entendre par "fracture numérique"?**

**Fabrice Le Guel:** Le terme "fracture numérique" est utilisé pour distinguer entre les personnes qui disposent d'un accès à internet, et ceux qui n'en ont pas. Voilà la distinction classique. On peut aller plus loin en prenant également en compte la fracture d'usage, c'est-à-dire la façon dont les gens qui ont accès à internet, se servent de cet outil.

**Dans un premier temps, vous n'englobez dans votre définition que les personnes qui ont accès à internet chez eux. Qu'en est-il de ceux qui fréquentent les cybercafés, par exemple?**

Dans notre étude pour le CEPS/Instead nous nous sommes effectivement limités aux personnes ayant un accès à domicile, quel que soit le type d'accès. Cela dans le but de pouvoir la comparer à d'autres études qui utilisent les mêmes critères, mais aussi pour nous concentrer sur un seul aspect. Peu d'études abordent la question de la fracture via le type ou la qualité de l'accès - que ce soit par exemple chez soi ou au travail...

**Est-ce que la fréquence d'usage pour un pays ou une région donnée va de pair avec le taux d'accès à l'internet?**

Non. Nous avons constaté qu'il y a des individus qui ont l'accès mais ne l'utilisent pas du tout, ou bien ont du mal à utiliser surtout certains types de services. Il faut donc aller plus loin dans l'analyse de la fracture et regarder de près l'usage fait ou non des services spécifiques. Ainsi un tel peut avoir des problèmes avec l'eGouvernement, mais faire usage de l'achat en ligne. Il n'y a pas une seule fracture, mais peut-être autant de fractures qu'il y a de types d'usage possibles d'internet. Pour l'instant dans notre analyse nous nous sommes limités à

l'achat en ligne. Et, à ce niveau, c'est clair: avoir accès à internet ne signifie pas pour autant s'en servir de manière efficace. Mais je ne pense pas qu'il y ait à ce niveau des particularités en ce qui concerne le Luxembourg.

**Mais sans accès, il n'y a quand même pas d'usage...**

Il est clair qu'il y a un lien entre la fracture de l'accès et la fracture de l'usage. Si vous êtes limités dans l'usage pour des raisons de débit, voire de prix, vous n'allez pas pouvoir apprendre à utiliser efficacement les services en ligne. Une bonne stratégie pour éliminer progressivement la fracture de l'usage serait donc de faciliter aux citoyens l'installation d'internet, déjà d'un point de vue technique. Donc: baisser le prix de l'accès ou diffuser le plus largement possible l'ADSL, qui grâce au forfaits limite aussi les coûts.

**Vous constatez qu'il y a un taux d'accès relativement élevé au Luxembourg. Où nous situons-nous face aux autres pays?**

Il y a certaines différences entre les pays, en particulier en ce qui concerne l'intégration d'internet dans la vie quotidienne. Les Etats-Unis, par exemple,

atteignent des taux d'accès de 70 à 80 pour-cent. Le processus classique d'adoption d'une technologie est donc achevé chez eux, alors qu'il est encore en cours au Luxembourg. Ensuite, comme la fracture de l'usage est un phénomène de formation à l'utilisation, on observe des fractures du coup beaucoup plus prononcées.

**Existe-t-il des pays qui ont une stratégie plus efficace pour familiariser leurs citoyens avec internet?**

L'utilisation d'internet dès l'école primaire permet de faciliter le maniement de l'outil. En France par exemple, nous avons du mal à former nos élèves - et cela vaut pour l'école primaire comme pour les universités. Et c'est vrai aussi pour la formation du personnel enseignant.

**L'hit-parade qui ressort de l'étude Pisa, avec les pays scandinaves en tête, se reflète-t-il également dans l'usage d'Internet?**

Oui, un bon score à l'étude Pisa est en corrélation avec le degré de la familiarisation avec internet. Mais au-delà de la formation scolaire, il faut aussi prendre en compte la formation des citoyens en dehors des écoles.

Les réseaux d'entraide peuvent se révéler très efficaces. Imaginons par exemple un jeune accro de la nouvelle technologie qui initie un retraité à l'usage de l'internet, qui pourrait à son tour former d'autres retraités, qui de prime à bord n'étaient pas du tout adeptes de cette technologie. Cette méthode peut être très efficace. Il ne faut même pas une politique coûteuse pour former et mettre en place des structures professionnelles.

**Dans votre conclusion, vous exigez une intervention politique pour permettre au public de mieux se retrouver parmi les différents services qu'offre la toile cybernétique. Laquelle par exemple?**

On pourrait par exemple imaginer de former les citoyens à l'usage de l'eGouvernement - cela pourrait les aider à développer une plus grande aisance dans le maniement d'internet en général. Commencer une formation par l'achat en ligne me paraît par contre bien plus compliqué. D'ailleurs, on s'attendait à une explosion de ce type d'usage il y a dix ans, et l'on constate maintenant qu'elle n'a pas eu lieu.

**Que proposeriez-vous concrètement pour le Luxembourg?**

En ce qui concerne plus particulièrement le Luxembourg, il faudrait d'abord baisser le coût d'internet et encourager les gens à se connecter. Au niveau de l'eGouvernement on pourrait s'inspirer de ce qui se fait en France pour la déclaration d'impôts. Les gens y ont droit à une petite remise s'ils remplissent leurs formulaires en ligne. En général il faut pourtant remarquer que les sites gouvernementaux, et ceux des institutions européennes sont beaucoup trop nombreux et trop compliqués. Souvent les responsables n'arrivent pas à bien évaluer le niveau des usagers qui se retrouvent découragés par un accès trop compliqué.

**Propos recueillis par: Richard Graf**

**Fabrice Le Guel**

Fabrice Le Guel vient de publier, ensemble avec Thierry Pénard, auprès du CEPS/Instead l'étude "Internet et les ménages luxembourgeois: peut-on encore parler de fracture numérique dans le Grand-Duché?" Il est actuellement chercheur à l'ADIS - Faculté Jean Monet - Paris XI (<http://www.jm.u-psud.fr/adis>) au sein du groupe ROBINSON (<http://erobinson.free.fr>) et membre associé de GRANITIC (<http://granitic.univ-rennes1.fr>). Sa recherche porte sur l'économétrie des choix en ligne et l'économie numérique. Il s'intéresse particulièrement à l'analyse statistique des comportements de navigation et aux usages sur Internet. Ses récentes publications s'intitulent: Comment pourrait-on mesurer la double fracture numérique?, (2005), à paraître dans "Réseaux", n° 127-128; 'Adoption et usage marchand de l'Internet: une étude économétrique sur données bretonnes' (avec T. Pénard et R. Suire), (2005), à paraître dans "Economie & Prévision".